

Journée de l'économie 2023
Élections 2023 – des perspectives plutôt que des utopies
Vendredi 8 septembre 2023

Le discours prononcé fait foi.

De la liberté et des responsabilités pour une Suisse forte

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux,
Mesdames et Messieurs les Conseillers aux États,
Madame la Secrétaire d'État,
Monsieur le Brigadier,
Excellences,
Chers représentantes et représentants de nos membres,
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la Journée de l'économie. Je suis très heureux de vous voir aussi nombreux aujourd'hui. Et je me réjouis que nous ayons l'opportunité, avec vous tous et nos invités, de réfléchir et de discuter de la Suisse de demain. Permettez-moi de saluer tout spécialement les élèves du gymnase de Hottingen et Sandra Vontobel, leur enseignante.

Les élections fédérales se tiennent dans 45 jours. Tout comme les dimanches de votation, les élections sont toujours un moment où l'on prend conscience que nous sommes tous partie prenante de notre démocratie. Nous avons la possibilité de participer aux décisions politiques. Cette conscience, je dirais même ce privilège, de faire partie intégrante du système démocratique, renforce manifestement notre attachement à notre pays, au-delà du parti politique pour lequel chacun d'entre nous vote.

La question que je vous pose est la suivante : avons-nous un lien émotionnel aussi fort avec l'économie suisse ? Avec les entreprises suisses ? Qu'en dites-vous ? Vous vous dites probablement que ce serait bien – C'est aussi ce que je me dis. Ce serait bien – mais pouvons-nous faire en sorte qu'il en soit ainsi ? Le film d'ouverture l'a montré de manière éclatante : l'économie, c'est nous tous. Toute personne fait partie de l'économie, que ce soit en tant qu'entrepreneur, en tant qu'apprenti, en tant qu'employé ou en tant que consommateur. Nous avons tous un avis sur l'économie – et des attentes. Il est donc aussi de notre devoir à tous de continuer à développer les conditions-cadre offertes à l'économie et, ce faisant, de discuter ouvertement et de manière constructive des différentes perspectives qui s'offrent à nous dans notre démocratie. Nous devons partir de là, si nous voulons renforcer la

compréhension de l'économie. En tant que représentants de cette économie, nous avons fort à faire. Pour commencer, nous devons cesser de diviser l'économie en deux sphères. Nous nuisons ainsi à l'économie elle-même. Il n'y a pas, d'un côté, les grandes entreprises et de l'autre les petites. Les faits sont là : notre économie est un écosystème hautement innovant, comptant plus de 600 000 entreprises étroitement liées qui ne peuvent prospérer qu'ensemble. Nous, c'est-à-dire les plus de 600 000 entrepreneurs de ce pays, sommes donc appelés à mieux expliquer ce qu'est l'économie, à mieux le faire comprendre. Nous devons maintenir le dialogue avec la population et renforcer ainsi la confiance. C'est précisément l'objectif de notre projet « L'économie, c'est nous tous. » Et soyez certains que je suis fier de pouvoir dire que nous sommes déjà parvenus à recruter plus de 400 ambassadeurs de l'économie qui s'engagent activement dans les débats publics et sur les médias sociaux sur des thèmes d'actualité. Vous tous, dans cette salle, pouvez aussi devenir ambassadeurs – un stand dans le foyer vous fournira toutes les informations nécessaires. Montrez que vous avez l'esprit d'entreprise – et inscrivez-vous au réseau des ambassadeurs. Un grand merci à tous !

Mesdames et Messieurs, je l'ai évoqué, nous sommes à la veille des élections fédérales. Cela pose inévitablement la question suivante : de quelle politique économique la Suisse aura-t-elle besoin ces prochaines années ? Quelles décisions s'imposent pour que la Suisse dispose d'une économie forte à l'avenir ? Voilà les questions que nous souhaitons étudier aujourd'hui. Il y a plus de dix ans, le célèbre historien britannique Niall Ferguson examinait dans un ouvrage très remarqué intitulé « Civilisations : Nous et le reste du monde » la question de savoir pourquoi l'Occident domine si nettement le reste du monde dans la concurrence mondiale. Comment les Européens et les Américains sont-ils parvenu à leur prospérité, impressionnante et sans précédent, au cours des 500 dernières années ? Était-ce simplement de la chance ? Mais peut-être aussi que des facteurs de succès épousés par l'Occident, en partie par hasard, en partie par choix politique, sont déterminants. Niall Ferguson établit une liste de six facteurs concrets qui ont fait le succès de l'Occident. C'est une sorte de boîte à outils dont certains méritent d'être utilisés : 1. la concurrence, 2. les droits de propriété, 3. les sciences, 4. la médecine, 5. la consommation, 6. l'éthique du travail.

Ces facteurs sont présents également en Suisse. En fondant un État fédéral libéral il y a 175 ans, c'est précisément ces outils que la Suisse a exploité – et elle compte aujourd'hui parmi les pays les plus prospères du monde. Premièrement, la concurrence règne, fondamentalement, en Suisse grâce à son économie de marché libérale. Notre structure fédérale et la démocratie directe promeuvent aussi la concurrence des idées. La concurrence, nous le savons tous, est un moteur extrêmement puissant de l'innovation et de la prospérité. Deuxièmement, en Suisse, les libertés individuelles et la propriété privée sont protégées par la Constitution et représentent un acquis – fondamental depuis 175 ans – qu'il faut protéger jour après jour. Troisièmement, les EPF à Lausanne et à Zurich, mais aussi plusieurs universités et hautes écoles de Suisse, comptent parmi les meilleures institutions scientifiques. Quatrièmement, la Suisse occupe une excellente position mondiale dans les domaines de la médecine, des sciences de la vie et de la pharmacie. Cinquièmement, la Suisse possède un PIB par habitant parmi les plus élevés, ce qui soutient la consommation et permet de développer des produits et des services en permanence. Et, sixièmement, la Suisse a gagné en puissance grâce à une éthique du travail fondée sur la performance. Lorsque je regarde le monde économique et ses nombreuses entreprises innovantes, force est de constater qu'en Suisse, on continue aujourd'hui de faire, de développer et de travailler. Nous sommes un peuple de « bâtisseurs » et nous savons qu'« on n'a rien sans rien. »

Alors, tout va-t-il pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Pouvons-nous nous reposer en ayant la satisfaction du travail bien fait ? La réponse est clairement « non ».

Pour commencer, la Suisse perd du terrain par rapport à d'autres places économiques : beaucoup d'entre nous sont engagés dans des entreprises actives à l'échelle internationale et constatent que

d'autres régions du monde, qui misent désormais également sur ces « facteurs de succès », rattrapent leur retard à grande vitesse, l'Asie en tête. On aurait tort de penser que ces facteurs sont des inventions occidentales protégées par des brevets. La recette du succès à l'échelle d'une nation n'est plus un secret depuis longtemps. La Chine, par exemple, connaît exactement la liste des ingrédients. L'époque où l'Occident avait une avance considérable, pour ainsi dire naturelle, sur le reste du monde est révolue. Il est grand temps de regarder les choses en face.

Ensuite, la Suisse se repose actuellement sur ses lauriers, ce qui est dangereux. Car rester immobile, c'est perdre du terrain. Prenons l'exemple de la politique européenne. Le Conseil fédéral hésite – depuis des années. Aucune entreprise ne peut se permettre d'agir ainsi. Les conséquences de ces tergiversations sont claires : l'accès aux marchés internationaux s'érode tout doucement pour les entreprises suisses, la collaboration des EPF et de nos universités avec les programmes de recherche de l'UE est devenue plus difficile – on pense à « Horizon Europe ». Qu'en est-il donc des sciences en Suisse, un facteur de succès important s'il en est ? Ce n'est pas si grave ? Si, ça l'est, car cela met en péril ce à quoi nous devons notre succès. Ou prenez l'exemple de la « semaine de travail de quatre jours », qui fait couler beaucoup d'encre. Le problème ce ne sont pas les quatre jours, mais l'illusion de croire que les prestations actuelles de l'État et la prospérité existeraient encore si nous travaillions moins. La performance est source de prospérité, pas la répartition des richesses. Nous avons déjà tous la possibilité de travailler moins, mais alors il y aura moins de prospérité pour tous. La question se pose donc aussi : qu'en est-il aujourd'hui de l'éthique du travail, un autre important facteur de succès ?

Et enfin, la Suisse est sereine et tournée avant tout sur elle-même, alors que d'importantes incertitudes géopolitiques et économiques mondiales perdurent dans le monde. L'Europe est en guerre depuis un an et demi. L'économie mondiale marque le pas, les tendances à la récession se multiplient. Les nations se sont lancées dans une course aux subventions à des fins de politique industrielle. Tout cela va coûter cher – l'endettement public va donc continuer à augmenter à l'échelle mondiale. La Suisse ne pourra pas échapper à tout cela. Sous l'effet de la pression politique et économique, elle sera aussi contrainte d'agir.

Dans ces conditions que faut-il faire ? De quelle politique économique la Suisse a-t-elle besoin ?

Avant tout, nous avons besoin d'une ambition claire que nous, milieux politiques et économiques, souhaitons poursuivre ensemble. Les ambitions poussent les individus à se dépasser et à atteindre leurs objectifs, même si le chemin est semé d'embûches. L'ambition est une force motrice puissante pour aller de l'avant. Notre ambition devrait être d'être un leader mondial en tant que place économique. L'ambition de disposer en Suisse d'une économie forte, garante de la prospérité du pays. Cela ne peut se faire sans courage ni volonté de réaliser des réformes. C'est pourquoi nous avons besoin, à Berne, de personnalités politiques qui retroussent leurs manches, s'attèlent avec enthousiasme aux réformes de la politique économique et vont de l'avant. Qu'est-ce que cela signifie concrètement dans la perspective de la nouvelle législature ?

Sans électricité, toute l'économie s'arrête. Et sans électricité respectueuse du climat, nous n'atteindrons jamais l'objectif zéro émission nette. Mesdames et Messieurs, prenons les décisions nécessaires au cours de la prochaine législature pour pouvoir doubler la production d'électricité respectueuse du climat. Nous avons besoin de toutes les sources d'électricité : de l'éolien, de l'hydraulique, du solaire et du nucléaire. Et nous avons besoin de réseaux électriques stables. La question cruciale est donc la suivante : réussissons-nous à surmonter le blocage actuel en matière d'infrastructures ? En ce qui la concerne, l'économie continuera à s'engager pour que les nombreux obstacles soient levés et que le chemin vers un approvisionnement en électricité durable soit préparé.

Notre politique financière doit également être durable. Une chose est sûre : ces prochaines années, la Confédération devra vraiment fixer des priorités afin de respecter les exigences du frein à l'endettement. Le problème ne se situe pas du côté des recettes, qui augmentent en effet année après année, tout particulièrement celles de l'imposition des sociétés. Ce qui pose problème, ce sont les dépenses supplémentaires que le Parlement veut faire sans se soucier de leur financement. La discipline budgétaire laisse à désirer. On observe une hausse du budget et une augmentation des dépenses dans presque tous les domaines. Si le budget 2024 respecte le frein à l'endettement, c'est uniquement grâce à de premières mesures d'allègement. Les années suivantes ne le respecteront pas. Le déficit dépassera la barre du milliard de francs dès 2027. Ce sont surtout les dépenses fixées par la loi pour les assurances sociales et la santé qui ne cessent d'augmenter. À cela s'ajoute une énorme croissance des effectifs de l'État. D'autres mesures seront donc nécessaires pour résorber l'excédent croissant des dépenses. Les dépenses liées sont un problème : plus de 60 % des dépenses fédérales sont désormais prescrites par la loi et elles échappent au processus budgétaire annuel et aux mesures à court terme. Cela réduit considérablement la marge de manœuvre. Pour aller de l'avant, il est donc clair que des discussions désagréables et des décisions difficiles seront nécessaires. Une même pièce d'un franc ne peut être dépensée qu'une seule fois. C'est d'autant plus vrai qu'on ne saurait remettre en question le frein à l'endettement. La Suisse a besoin d'une politique financière solide, demain aussi.

La sécurité juridique et la clarté sont également souhaitables en matière de politique européenne, c'est le moins que l'on puisse dire. Je ne peux malheureusement pas l'exprimer autrement : c'est une tragédie, et ce depuis des années. Monsieur le Conseiller fédéral, je vous en prie, ne nous contentons pas de demi-mesures. Nous avons un gouvernement national pour diriger et faire avancer le pays. Prenez vos responsabilités et mettez en route les « accords bilatéraux III ». Nous avons besoin d'une relation réglée avec l'UE, notre principal partenaire commercial. Je suis convaincu que le peuple suisse confirmera la voie bilatérale. Et que la population confirmera la libre circulation des personnes avec l'UE à l'avenir. Le fait est qu'il manque déjà 130 000 personnes sur le marché du travail. Nous ressentons tous la pénurie de main-d'œuvre. Avec le départ à la retraite de la génération du baby-boom, la pénurie va s'aggraver massivement. L'immigration via la libre circulation des personnes sur notre marché du travail n'est donc pas le problème, mais elle fait partie de la solution. C'est pourquoi la nouvelle initiative de résiliation de l'UDC n'est pas non plus une solution. Non seulement elle aboutirait à la résiliation de la libre circulation des personnes, mais elle menacerait également massivement la voie bilatérale elle-même. En quoi est-ce durable ?

En parlant de durabilité, voici un autre sujet qui sera d'une importance capitale dans les années à venir : notre engagement en faveur d'une économie de marché à la fois libérale et durable. L'économie suisse s'engage clairement en faveur de l'objectif zéro émission nette et prend des initiatives personnelles dans ce sens : plus de 130 entreprises suisses se sont déjà fixé volontairement des objectifs climatiques fondés sur la science dans l'initiative internationale Science Based Targets (SBTi). Depuis début 2022, les réductions d'émissions contraignantes des entreprises suisses ont atteint plus de 450 millions de tonnes de CO₂. À titre de comparaison, les émissions de la Suisse avoisinent les 50 millions de tonnes. Plus l'économie multiplie les initiatives personnelles, moins il y a besoin de réglementations et de prescriptions. Dans une économie de marché libérale et durable, les conditions-cadre sont fixées de manière que des activités économiques durables soient rentables.

Cela devient problématique lorsque l'État mène une politique industrielle active sous couvert de « protéger le climat » à coup de programmes de soutien totalement démesurés et de mesures protectionnistes. C'est précisément ce qui se passe en ce moment dans de nombreux États qui rivalisent de programmes d'aide et de subventions sectorielles. L'enjeu n'est plus seulement le climat. Le gouvernement de Joe Biden injecte actuellement des sommes colossales dans sa propre industrie et pense

ainsi pouvoir l'emporter contre la Chine. Mesdames et Messieurs, la Suisse doit résister à cette tendance. Ce n'est pas la bonne voie. Même les États-Unis ne pourront pas se permettre de mener indéfiniment une telle politique. Le fait que l'agence de notation Fitch ait réduit la note relative à la solvabilité des États-Unis est un coup de semonce évident. En ces temps où la politique industrielle est très populaire, il est essentiel pour des acteurs libéraux de s'en tenir à leurs repères et de les défendre. C'est une tâche décisive pour economiesuisse. Nous sommes fermement convaincus que ce sont les conditions-cadre de l'économie de marché, et non les programmes de dépenses publiques, qui renforcent la compétitivité de la Suisse. Nous sommes convaincus que c'est la concurrence et non la promotion de certaines branches qui permet l'innovation. Et que ce ne sont pas les appels du pied en direction de l'État, mais la responsabilité individuelle et l'esprit d'entreprise qui créent la prospérité dans ce pays.

En même temps, nous devons garder à l'esprit que nous n'atteindrons rien en affichant de grands principes. Des majorités politiques et le sens des réalités sont aussi nécessaires. Il s'agit de faire triompher la meilleure option possible du point de vue libéral – tout en sachant qu'il ne s'agit pas d'une solution libérale parfaite. Prenez l'exemple de la réforme fiscale de l'OCDE. Du point de vue des principes, cette réforme est problématique, car elle limite la concurrence fiscale. Mais dans le contexte international actuel, la participation de la Suisse est la meilleure solution pour la compétitivité et la sécurité juridique de notre place économique. Ou prenez l'exemple de la réforme de la LPP, sur laquelle nous voterons dans quelques mois : ce n'est pas la solution parfaite, mais la meilleure possible. Une solution qui renforce les trois piliers éprouvés de notre prévoyance vieillesse et prépare la prévoyance professionnelle pour l'avenir. C'est pourquoi l'économie dit clairement oui à la réforme du deuxième pilier.

Mesdames et Messieurs, j'arrive à la conclusion. Le libéralisme implique de la liberté et des responsabilités. Ce dernier point en particulier a parfois été négligé dans certains milieux ; dans les milieux économiques aussi. La chute de Credit Suisse est la conséquence d'une mauvaise gestion évidente et d'une défaillance flagrante des organes de la banque. La direction n'a malheureusement pas assumé ses responsabilités envers l'entreprise et envers la Suisse. Réclamer la liberté d'entreprise implique d'assumer les responsabilités qui vont avec. Ensuite, assumer des responsabilités impose de faire preuve de pondération, de modestie et de réalisme. C'est faire preuve d'un engagement infatigable pour une cause, toujours à la recherche de la meilleure solution possible. Ce sont précisément ces qualités qui sont recherchées en politique. Dans notre démocratie, prendre ses responsabilités signifie rechercher des solutions, présenter des perspectives réalistes et s'atteler aux réformes. Bloquer en permanence des décisions ou croire de manière forcenée à des utopies idéologiques, c'est au contraire se montrer irresponsable. Nous avons besoin de perspectives plutôt que d'utopies. Nous avons besoin d'une politique économique courageuse, fondée sur la liberté et la responsabilité. Pour une économie forte. Pour une Suisse forte.

Je vous remercie de votre attention.